

Enclave et transnationalisme : l'incorporation économique des migrants palestiniens à la Ville de Guatemala

Vicken Kayayan

DÉPUIS LE DÉBUT du 20^e siècle, des migrants palestiniens installent des magasins à la Ville de Guatemala. Pourtant, ce pays centraméricain n'a jamais été considéré comme étant une destination emblématique de la migration palestinienne en Amérique latine. Contrairement au cas du Chili (AGAR 2009; BAEZA 2014), ou du Honduras (GONZÁLEZ 1992; AMAYA 1995; EURAQUE 2009; GUTIÉRREZ 2014), où les communautés palestiniennes comptent plus de 100 000 personnes (incluant les descendants), celle du Guatemala n'est composée que d'environ 300 à 500 familles¹.

À première vue, cette communauté ne semblerait qu'une petite minorité installée dans un pays connu pour son instabilité économique et politique. Or, les faits démontrent que la communauté palestinienne du Guatemala a vécu une mobilité économique ascendante, grâce à l'installation de magasins dans la zone 1 de la Ville de Guatemala, espace qui constitue l'une des zones urbaines les plus importantes pour le marché populaire guatémaltèque.

Ce mouvement migratoire est composé de deux grandes vagues ou périodes historiques ; la première, datant de la fin du 19^e siècle jusqu'à la crise économique de 1930, et la seconde, beaucoup plus récente, ayant débuté en 1960 et augmenté en intensité dans les 30 à 40 dernières années (AKMIR 2009). Cette dernière vague s'est accentuée avec l'occupation et les conflits politiques en

Cisjordanie (surtout en 1967, lors de la guerre des Six Jours, et en 1987, lorsque les actions de l'Intifada ont débuté au sein des territoires occupés). En termes quantitatifs, la deuxième vague d'immigration a été bien plus nombreuse que la première. En effet, au Guatemala, à la différence du reste de l'Amérique centrale, la migration palestinienne est essentiellement contemporaine. L'ambassadeur de l'État palestinien à El Salvador estime même que, durant les 30 dernières années, le Guatemala a été le pays centraméricain qui a reçu le plus grand nombre de migrants palestiniens².

Bien que plusieurs aspects les différencient, au niveau occupationnel, les deux vagues d'immigration palestinienne se sont investies dans le commerce de produits textiles et d'importation. Cette activité économique s'est déroulée – et se déroule encore aujourd'hui – dans la zone 1 de la capitale, plus particulièrement, sur la 6^e avenue et sur les rues 18 et 19³. De nos jours, les migrants figurent comme d'importants fournisseurs de produits importés (textiles et vêtements) pour le commerce populaire, particulièrement pour les commerçants intermédiaires provenant des zones rurales du pays.

Le succès économique qu'ont expérimenté les commerçants palestiniens est assez impressionnant. Bien que la communauté soit petite et provienne d'un contexte marginalisé et en conflit, les commerçants palestiniens ont vécu une notable ascension économique et

ce, dans un des pays les plus inégalitaires d'Amérique latine. Quelle a donc été la clé de leur réussite commerciale et quels sont les effets qu'entraîne l'accumulation de capital sur le plan transnational ?

Grâce aux données ethnographiques collectées auprès de plusieurs commerçants palestiniens, nous avons observé que la clé de la réussite repose, majoritairement, sur les réseaux locaux et transnationaux ainsi que les différentes preuves de solidarité entre les commerçants. Cet article sera alors centré, en grande partie, sur la place des réseaux au sein des activités commerciales des migrants. L'analyse sera soutenue, principalement, par les théories sociologiques portant sur le processus d'incorporation économique (PORTES & BÖRÖCZ 1989 ; PORTES *et al.* 2002 ; PORTES & MANNING 2013 ; PORTES 2014) ; c'est-à-dire, le processus par lequel les migrants acquièrent une place dans le système économique du pays récepteur. Le premier objectif de cet article sera donc d'analyser et de caractériser, à partir des réseaux, le processus d'incorporation économique des migrants palestiniens au Guatemala. Cette analyse permettra surtout d'expliquer le développement des activités économiques des migrants palestiniens à l'intérieur des frontières nationales du Guatemala.

Soulignons que le processus d'incorporation économique à la société réceptrice n'entraîne pas directement la perte des liens sociaux, identitaires, économiques ou politiques avec le pays d'origine ou d'autres territoires. Bien que les migrants construisent leurs vies à l'étranger, ils développent simultanément un mode de vie transnational, dans lequel ils créent et maintiennent divers liens avec leur terre natale et souvent avec d'autres pays où leurs compatriotes sont installés (GLICK-SCHILLER *et al.* 1992 ; GLICK-SCHILLER & FOURON 1999 ; BASCH *et al.* 2005). Ce mode de vie se matérialise – et devient objectivable – à travers diverses « pratiques transnationales », c'est-à-dire des pratiques qui maintiennent et reproduisent des liens sociaux entre deux ou plusieurs espaces (ITZIGSOHN & GIORGULLI 2002). Le deuxième objectif de cet article consiste alors à identifier les différentes pratiques transnationales des migrants palestiniens au Guatemala.

Enfin, plutôt que d'en faire une analyse séparée, nous essaierons de relier ces deux processus. Plus spécifiquement, nous tenterons de comprendre la relation et l'articulation de l'incorporation économique et la participation transnationale à travers le commerce. En étudiant le cas des Palestiniens au Guatemala, nous verrons que ces deux processus sociaux peuvent être interactifs, séquentiels et même interdépendants.

À la suite de la présentation de la démarche méthodologique et d'une contextualisation de l'immigration palestinienne au Guatemala, les analyses seront divisées en trois : 1) l'incorporation économique et l'enclave palestinienne au Guatemala ; 2) le mode de vie transnational des migrants palestiniens ; et 3) l'articulation des processus d'incorporation et de participation transnationale.

MÉTHODOLOGIE

Comme mentionné antérieurement, la migration palestinienne au Guatemala peut être divisée en deux grandes vagues. Cette étude s'est focalisée, en majeure partie, sur la vague migratoire palestinienne plus récente, soit celle qui démarre à partir de 1960 et qui se poursuit aujourd'hui. Malgré cette spécificité, nous exposons aussi les conditions historiques qui ont vu émerger l'établissement des premiers Palestiniens au pays.

L'approche privilégiée pour cette recherche fut l'enquête qualitative. Les données proviennent d'un travail de terrain accompli pendant plusieurs mois en 2018 à la Ville de Guatemala. Notre étude ethnographique s'est déroulée principalement dans le quartier commercial où les migrants palestiniens ont installé leurs magasins (voir **figure 1**). Tout de même, étant donné que les liens familiaux et commerciaux entre les communautés palestiniennes au Guatemala et à El Salvador sont assez importants, une visite à la capitale du pays voisin a aussi été effectuée.

Cette étude a été centrée, en grande partie, sur la place des réseaux dans les activités économiques menées par les migrants palestiniens. Pour cette raison, la recherche a été basée sur une *network ethnography* (TROTTER 1999, 17-18), stratégie méthodologique employée dans le but de repérer les liens des personnes dans les milieux commerciaux, familiaux ou associatifs. En règle générale, l'ethnographie du réseau est utilisée lorsque les activités du groupe se déroulent dans des espaces délimités, comme des quartiers commerciaux, résidentiels, industriels, etc.

Dans le cas des Palestiniens dans la zone 1, l'utilisation de cette stratégie méthodologique a permis, non seulement de repérer les liens familiaux, amicaux et communautaires dans le milieu commercial, mais aussi de confirmer l'importance du commerce dans la structuration même du groupe. D'ailleurs, l'ethnographie du réseau a permis de visualiser l'appropriation de ce quartier commercial par les migrants palestiniens.

L'observation ethnographique fut accompagnée d'autres méthodes pour élargir l'enquête, notamment des entrevues semi-dirigées. D'une part, nous avons interviewé 15 migrants palestiniens âgés entre 30 et 65 ans et ayant vécu au moins cinq ans à la Ville de Guatemala⁴. La totalité des participants sont nés en Palestine, sept d'entre eux proviennent de Jérusalem et les autres proviennent d'autres localités, telles que Taybeh (4), Ramala (2), Bethleem (1) et Nablus (1). Tous les interviewés font partie de la deuxième vague d'immigration palestinienne : quatre participants se sont installés au Guatemala pendant la décennie de 1970, cinq l'ont fait pendant les années 1980, et les autres (6) à partir de 1990.

Les participants sont majoritairement arrivés avant l'âge de 25 ans, lorsqu'ils étaient encore célibataires ; et pourtant, plus de la moitié d'entre eux (8) sont retournés en Palestine pour se marier. La plupart sont rentrés au Guatemala avec des visas de tourisme (6) ou de résidence permanente (5) ; de nos jours, 12 des 15 participants ont acquis la nationalité guatémaltèque. Dans la plupart des cas (13), les enfants des migrants sont nés au Guatemala, ce qui a facilité l'obtention de la natio-

qu'à partir de 1910, et surtout pendant la période de 1920-1927, que plusieurs familles palestiniennes se sont installées au Guatemala. Progressivement, les chaînes migratoires des Palestiniens ont commencé à se renforcer.

En raison de la Première Guerre mondiale on a reçu une grande quantité de Palestiniens qui migraient à ce moment-là, c'était sous la domination turque ; parmi eux il y avait mon père, il est né en 1906 et en 1917 il a migré au Guatemala. Il a voyagé très jeune en suivant les pas de son frère qui était déjà ici. Comme je vous le dis, à cette époque on était sous la domination turque, postérieurement sous la domination anglaise. Beaucoup de personnes étaient en quête de liberté, elles ont migré dans des pays latino-américains, entre autres le Guatemala. À partir des relations familiales, nombreux ont suivi les pas de leurs *paisanos* [compatriotes]. (Descendant de commerçants palestiniens issues de la première vague migratoire, traduction libre)

Un groupe de 87 jeunes qui sont sortis de Taybeh sont venus entre 1921 et 1923. Mais, avant, vers 1910 quelques personnes du Taybeh s'étaient déjà installées ici. Ces premiers migrants étaient très pauvres. C'est avec la révolution de 1944 que les Palestiniens font de l'argent avec les textiles. (Président de l'Association palestinienne guatémaltèque, traduction libre)

Nous étions 85 compatriotes à quitter le port de Haïfa en Palestine en 1925. [...] Mon grand-père en faisait partie. 85 hommes qui ont laissé leurs femmes et enfants en Palestine, ils cherchaient le nouveau continent américain. (Descendant de commerçants palestiniens issues de la première vague migratoire, traduction libre)

L'installation des Palestiniens a été facilitée par le contexte légal et juridique concernant l'immigration. En effet, la majorité des migrants sont rentrés au pays grâce à la Loi sur l'immigration de 1896, votée par le Décret gouvernemental 520. Cette loi permettait l'entrée au pays sans majeure difficulté, et exemptait les immigrants de payer des impôts. Elle facilitait ainsi l'accès à la terre agricole pour les investisseurs étrangers (FERNÁNDEZ 2008). Cette loi a été créée sous le régime libéral de José Maria Reina Barrios (1892-1898), dans l'optique d'accélérer la modernisation et l'industrialisation du secteur primaire (particulièrement la production de café). L'ouverture des frontières visait surtout à attirer des immigrants et investisseurs européens ou nord-américains.

Les gouvernements libéraux guatémaltèques cherchaient à avantager les immigrants pour que ces derniers obtiennent du capital d'investissement dans leurs pays d'origine et établissent des liens commerciaux avec les marchés européens et nord-américains (TISCHLER 1998). Cette dynamique a bien fonctionné avec les immigrants allemands : vers 1939, il y avait autour de 2 200 familles allemandes installées au Guatemala (FERNÁNDEZ 2008) et elles avaient investi plus de

200 000 000 DM dans la production de café (CASTELLANOS CAMBRANES 1985, 145), soit plus de 80 000 000 \$US.

Si les premiers Palestiniens ont profité de l'ouverture des lois sur l'immigration, ils n'ont jamais investi leur capital dans le secteur agricole. Au contraire, comme mentionné plus haut, ils se sont dédiés au commerce de tissus et de produits importés. Au début du 20^e siècle, les Palestiniens se dédiaient surtout au commerce ambulante, mais, graduellement, ils ont amassé les moyens nécessaires pour monter leurs propres magasins. D'ailleurs, selon l'anthropologue Nancie González (1997, 289-292), vers 1908, plusieurs familles palestiniennes avaient réussi à installer des magasins de tissus dans le marché urbain le plus important de cette époque, *El Portal del Señor*. Les magasins des Palestiniens ont connu un succès considérable, puisqu'ils offraient des produits nouveaux à des prix assez accessibles pour le marché local. D'après González (1997, 290), pendant les deux premières décennies du 20^e siècle, le marché *El Portal del Señor* était aussi connu comme « *El Portal de los Turcos* »⁵, car les commerçants plus importants étaient des migrants moyen-orientaux.

À cette époque, le commerce d'importation en Amérique latine n'était pas très développé. Rappelons que les systèmes économiques du subcontinent fonctionnaient encore selon la logique du *latifundio*⁶. Les économies nationales latino-américaines se concentraient majoritairement sur la production agricole et l'exportation de matières premières en direction des marchés des pays industrialisés. D'une certaine façon, nous pouvons alors considérer que les migrants arabes ont comblé une « place » qui était quasiment vide au sein des économies latino-américaines : le commerce populaire et d'importation (BAEZA 2014).

Malgré la réussite économique, socialement les Palestiniens n'ont pas vraiment développé de liens de confiance avec les élites économiques d'origine européenne (*criollos*). D'ailleurs, dans presque toute l'Amérique latine, les élites propageaient une image négative des populations arabes (EL ATTAR 2001 ; CIVANTOS 2006 ; AKMIR 2009), puisque ces dernières sont restées complètement en dehors de la dynamique latifundiste. Cela a déclenché un sentiment anti-arabe et « turcophobe » parmi les élites locales. L'expression *Turco* a pris une connotation raciste, faisant allusion au commerce ambulante, la précarité et la « saleté » (AKMIR 2009, 27). Il est très probable que ce sentiment se soit reproduit parmi les élites *criollos* du Guatemala et leurs gouvernements libéraux.

Justement, durant le mandat du militaire Jorge Ubico (1931 à 1944), le gouvernement a décidé de stopper l'immigration « indésirée » en proclamant la *Ley de Extranjería* (la Loi sur l'immigration) de 1936, par le Décret 1781 (GUATEMALA 1936). Cette loi ciblait directement divers groupes de migrants non européens, dont les migrants moyen-orientaux, africains et asiatiques. Conformément, l'article 10 interdisait explicitement l'entrée aux :

[...] individus, quelle que soit leur nationalité, de race turque, syrienne, libanaise, arabe, grecque, palestinienne, arménienne, égyptienne, afghane, hindoue,

bulgare, russe, ainsi que les races natives du littoral du nord de l'Afrique. (Loi sur l'immigration 1936, Article 10, paragraphe D, traduction libre⁷)

D'après Nancie González (1992; 1997), la promulgation de cette loi a eu de graves répercussions sur la communauté palestinienne, notamment au niveau démographique et identitaire. En effet, ne pouvant plus faire venir leurs femmes et leurs enfants de la Palestine, les hommes palestiniens ont décidé de se déplacer vers le Honduras. Dans le pays voisin, les lois ne ciblaient pas les Arabes et de nombreuses familles de Bethléem s'étaient déjà installées à San Pedro Sula (AMAYA 1995, 10). Selon González (1992) – et plusieurs interviewés –, les quelques Palestiniens restés au Guatemala ont réussi à maintenir leurs activités économiques, mais ils se sont retrouvés isolés, ce qui a entraîné une perte graduelle de leur identité moyen-orientale :

The Guatemalan Palestinian community, although relatively large and containing many prominent individuals, seemed not to have retained so much of its cultural identity as was the case in Honduras. (GONZÁLEZ 1992, 3)

Eux [les premiers migrants palestiniens], ils ont perdu leur identité palestinienne [...] ils n'ont jamais eu pour projet de faire une association avec un siège officiel, comme dans tous les pays latino-américains et centraméricains. Avant, c'était facile et pas cher de faire ça. Au Honduras, au Salvador, et en Colombie, ils ont de grandes installations pour faire des clubs arabes ou des associations. (Président de l'Association palestinienne guatémaltèque, traduction libre)

À la suite des événements de 1936, le Guatemala n'a plus reçu de migrants moyen-orientaux sur son territoire pendant presque 20 ans. Cet arrêt a été causé non seulement par la fermeture des frontières en Amérique latine (MARMORA *et al.* 1995) et la *Ley de Extranjería*, mais aussi par la crise économique mondiale et le début des mouvements indépendantistes au Moyen-Orient (AKMIR 2009). Ce n'est qu'après la période révolutionnaire de 1944 à 1954 – lorsque la *Ley de Extranjería* a été abolie – qu'une nouvelle vague d'immigration palestinienne s'est installée au Guatemala.

Deuxième vague d'immigration palestinienne (1960 jusqu'à nos jours)

La période de 1950-1960 a marqué le début de la deuxième vague d'immigration palestinienne au Guatemala à la suite de la création de l'État d'Israël en 1948. C'est une période durant laquelle plusieurs jeunes Palestiniens sont arrivés en suivant les traces de leurs familles venues au début du siècle. D'ailleurs, ce mouvement migratoire s'est accentué avec l'escalade des conflits en Cisjordanie, tout particulièrement après 1967 et surtout après 1987. Du fait que le conflit arabo-israélien ait affecté l'ensemble de la population palestinienne, la deuxième vague d'immigration s'est diversifiée en termes ethnoreligieux. De nos jours, la communauté n'est plus uniquement constituée de chrétiens orthodoxes provenant de

Taybeh et Bethléem ; de nombreux musulmans de Jérusalem, Nablus et Ramallah se sont ainsi installés dans le territoire.

Ma famille avait plein de propriétés à Jérusalem, mais ils ont tout perdu à cause de l'occupation. C'est en 1967 que les troupes sont entrées à Jérusalem et tout a changé pour ma famille. Ma grand-mère avait des maisons et des terrains à Jérusalem, elle a tout perdu. (Homme palestinien originaire de Jérusalem, 51 ans, traduction libre)

Il y avait trop de problèmes politiques, c'était trop compliqué d'aller à l'université. Moi je voulais être un professionnel, étudier et avoir un futur. Mais comment le faire si l'armée impose la fermeture des universités ? Ils ne veulent pas des jeunes, là-bas. (Homme palestinien originaire de Taybeh, 41 ans, traduction libre)

Les chaînes migratoires des Palestiniens se sont élargies progressivement grâce au commerce et aux solidarités familiales, amicales et communautaires. En effet, les richesses acquises par les commerçants venus entre 1950 et 1970 leur ont permis de faire venir leurs proches restés en Palestine. Avec le temps, ces nouveaux arrivants facilitaient l'immigration d'autres jeunes Palestiniens en finançant leurs projets migratoires et en leur offrant un emploi au Guatemala. Cette dynamique fait preuve de plusieurs formes de solidarité entre les migrants, notamment, pour que les jeunes puissent échapper au contexte conflictuel et former une meilleure vie dans un autre pays.

Les preuves de solidarité entre les migrants sont assez visibles lors du processus d'installation des nouveaux arrivés, particulièrement pour ce qui est de l'accès au travail et la stabilisation économique. Dans le cas de notre échantillon, presque toutes les personnes interviewées ont dit avoir commencé à travailler peu après leur arrivée ; leurs pères, oncles, frères, cousins ou amis les ayant embauchés dans leurs entreprises. Par ailleurs, c'est en tant qu'employés que les migrants ont « appris » à commercer au Guatemala.

D'habitude, les nouveaux arrivés commencent le processus d'apprentissage en commerçant de manière ambulante ou dans les magasins des migrants plus anciens. En vue d'inciter les jeunes migrants à gérer leurs propres activités commerciales et à créer leur propre capital, les migrants plus anciens leur accordent souvent des crédits sur de la marchandise. En règle générale, après plusieurs années à travailler comme commerçants ambulants, employés ou administrateurs de magasins, les jeunes sont censés monter leurs propres commerces tout en recevant de l'aide de la part de leurs employeurs (crédits financiers, crédits en marchandises, conseils professionnels, etc.). Encore une fois, la solidarité entre les migrants se fait remarquer : même s'ils sont tous inscrits dans la même niche économique (et sont donc en concurrence les uns avec les autres), ils sont prêts à s'entraider, et ce, même en dehors des liens familiaux.

Ils [les migrants plus anciens] leur donnent [aux migrants plus récents] un emploi dans les commerces

ou sinon ils leur donnent du crédit dans les marchandises ou un camion de charge pour qu'ils puissent frayer leur chemin vers leur propre commerce et chercher où vendre. (Homme palestinien, originaire de Jérusalem, 30 ans, traduction libre)

Mon père, quand il est venu ici, il n'avait pas de travail et nous ne savions pas comment nous allions vivre. Deux *paisanos* [compatriotes] palestiniens de son village l'ont aidé à monter un petit commerce ; après cela, ils lui ont acheté le magasin, et lui ont donné des marchandises. C'est là que le commerce a commencé. (Homme palestinien, originaire de Ramallah, 37 ans, traduction libre)

Nous sommes solidaires. Si quelqu'un n'a pas de travail on de soutien, on lui cherche quelque chose. Sinon, on lui paye même son billet pour qu'il retourne en Palestine. (Homme palestinien, originaire de Jérusalem, 49 ans, traduction libre)

En ce qui concerne les commerces, il s'agit de magasins dédiés au « commerce de gros » (*venta al por mayor*). Comme nous l'avons signalé, les magasins des Palestiniens fonctionnent comme des centres de ravitaillement pour des commerçants intermédiaires provenant des zones rurales. Généralement, au lieu d'offrir des prix prédéterminés et non négociables, les Palestiniens offrent des prix plus bas en fonction de la quantité achetée : plus les clients achètent, meilleurs seront les prix de chaque produit. Aussi, il est fréquent de voir les Palestiniens offrir des crédits sans intérêt à leurs meilleurs clients guatémaltèques.

Les marchandises vendues n'étant pas produites localement, l'approvisionnement nécessite alors des voyages commerciaux. Pendant longtemps, les Palestiniens allaient acheter leurs produits à la *Zona Libre* de Colón, ville portuaire située sur la côte atlantique du Panama. Depuis les années 1950, cette ville constitue l'une des zones libres de taxes les plus importantes d'Amérique centrale et des Caraïbes. Curieusement, durant les années 1980 et 1990 plusieurs migrants moyen-orientaux (surtout Libanais et quelques Palestiniens) ont installé de grandes corporations commerciales dans cette zone. C'est justement avec eux que les commerçants palestiniens du Guatemala ont établi des alliances économiques. Bien évidemment, ces accords leur procuraient un avantage par rapport aux autres commerçants centraméricains. Cette dynamique a duré presque 30 ans, mais, de nos jours, le commerce avec la *Zona Libre* a diminué énormément. Depuis plusieurs années, les commerçants palestiniens du Guatemala voyagent directement en Chine, Hong Kong et Taiwan pour aller chercher leurs marchandises à meilleur prix.

Cette dynamique commerciale (système de crédits, réseaux de confiance, commerce de gros, alliances commerciales, etc.) fût un succès pour les migrants palestiniens. Ainsi, même si leurs activités économiques se déroulent dans une zone populaire et appauvrie, les Palestiniens habitent dans les quartiers les plus aisés et exclusifs de la ville de Guatemala (les zones 14, 15 et 16), où les maisons peuvent coûter plusieurs centaines de milliers de dollars (**figure 2**).

En règle générale, la stabilisation et l'ascension économique sont accompagnées d'une consolidation des liens avec le pays d'origine, créant ainsi un mode de vie partagé entre le Guatemala et la Palestine. Ces liens se matérialisent sous diverses formes, telles que l'envoi de devises. En effet, pour les migrants, il est impératif de soutenir économiquement leurs proches restés en Palestine. Le soutien économique est une sorte d'obligation familiale, l'argent étant destiné quasi exclusivement à la famille proche (conjointes et enfants, parents ou grands-parents, frères et sœurs). D'ailleurs, les migrants qui envoient des devises plus couramment (chaque mois), le font surtout à leurs épouses et enfants, et aux proches qui traversent des situations compliquées.

Hormis l'envoi de devises, les migrants Palestiniens maintiennent d'autres types de liens avec leur terre natale ; notamment des liens économiques. Justement, plusieurs migrants ont investi des quantités importantes d'argent en Palestine et en Jordanie, particulièrement dans le secteur immobilier. En achetant ou en construisant des appartements et des maisons, ils acquièrent non seulement des « chalets de vacances », mais aussi de possibles sources d'argent s'ils arrivent à les louer.

Les liens avec la Palestine se manifestent aussi dans la formation du foyer familial. Si quelques migrants se marient avec des femmes guatémaltèques (parfois d'ascendance palestinienne ou arabe), une grande partie d'entre eux repartent temporairement dans leur pays (pendant trois à six mois) pour se marier. Dans beaucoup des cas, ces mariages sont arrangés par la famille au pays d'origine. Après un certain temps, les migrants reviennent au Guatemala avec leur femme.

Finalement, il est important de mentionner qu'à la différence de la première vague d'immigration palestinienne (1890 à 1936), les migrants venus depuis 1960 ont été beaucoup plus actifs au niveau associatif et politique. Effectivement, ils ont fondé l'Association arabe guatémaltèque en 1968 avec d'autres migrants libanais et syriens ; et l'Association palestinienne guatémaltèque, une entité créée en 2017.

L'Association arabe guatémaltèque est de type sociale et culturelle, elle vise surtout à renforcer les liens sociaux entre les familles d'origine arabe du pays. Ainsi, elle organise des événements sociaux, comme des ventes de plats traditionnels arabes. Bien que ces rencontres soient organisées pour la communauté, elles sont ouvertes au public guatémaltèque. Cependant, l'Association palestinienne guatémaltèque est assez différente ; elle est beaucoup plus engagée sur le plan politique et elle est associée à la COPLAC (*Confederación Palestina Latinoamericana y del Caribe*), la confédération regroupant la quasi-totalité des associations palestiniennes d'Amérique latine en support de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine).

D'après les dirigeants, les objectifs de l'Association palestinienne guatémaltèque sont proprement politiques. Ils veulent 1) représenter les migrants palestiniens face aux gouvernements guatémaltèques et palestiniens, et face à la COPLAC ; 2) assurer la reconnaissance de l'État palestinien par les instances gouvernementales guatémaltèques ; et 3) informer la société civile sur la situation politique en Palestine. Selon le

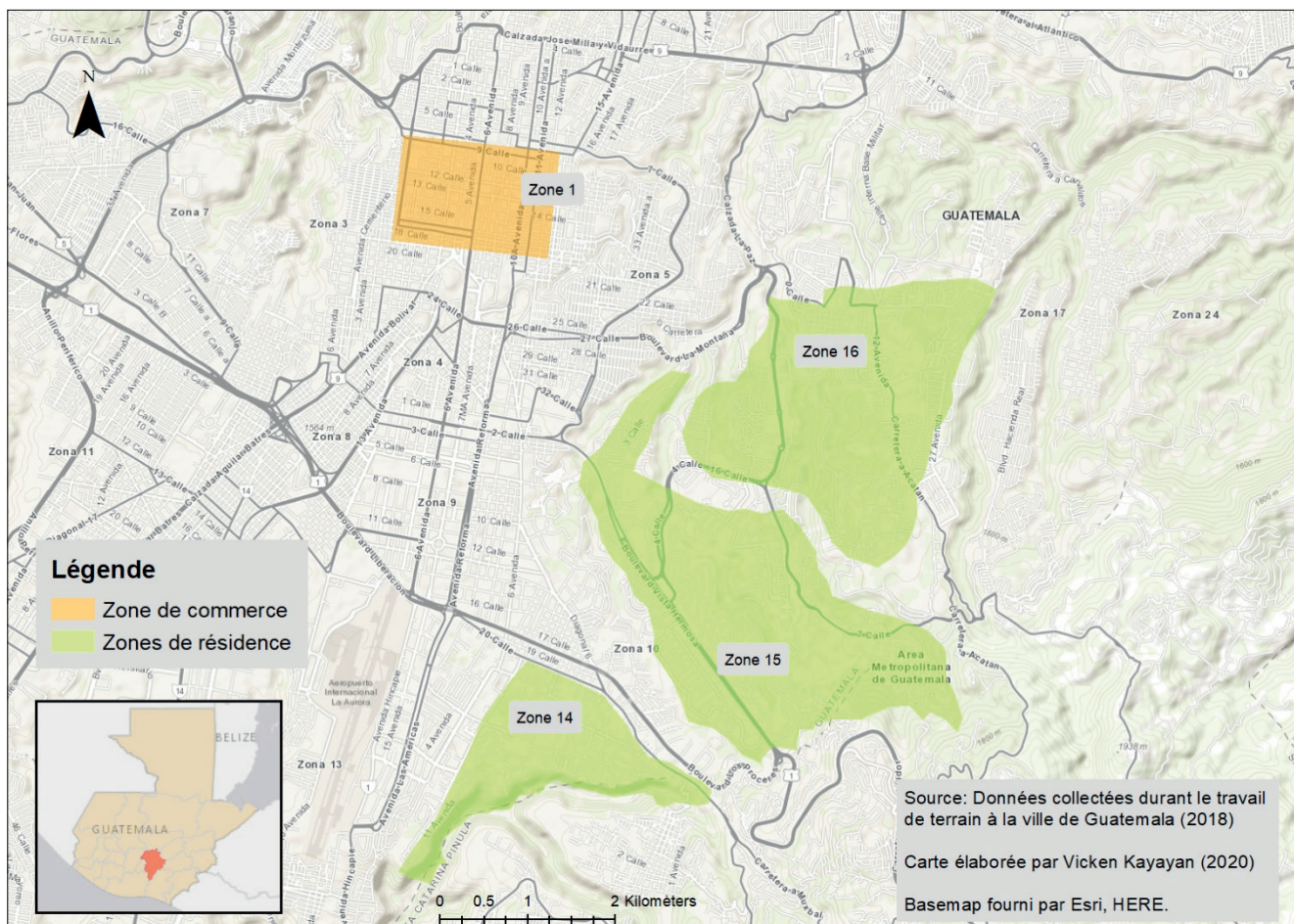


Figure 2. Localisation des zones de résidence et de commerce des migrants palestiniens à la Ville de Guatemala.

président de cette entité, plus d'une centaine de migrants et descendants palestiniens sont membres de l'Association. L'Association palestinienne organise souvent des événements informationnels en collaboration avec l'Ambassade palestinienne à El Salvador. D'ailleurs, durant l'enquête ethnographique, l'Association venait d'organiser une conférence sur la question palestinienne à l'École de sciences politiques de la *Universidad de San Carlos de Guatemala*.

ANALYSE THÉORIQUE DE LA MIGRATION PALESTINIENNE AU GUATEMALA

L'enclave palestinienne dans la Ville de Guatemala

En étudiant le processus d'incorporation économique (PORTES & BÖRÖCZ 1989; PORTES & MANNING 2013), nous avons repéré les instances à travers lesquelles les Palestiniens parviennent à trouver des ressources et à créer des intérêts économiques et financiers au Guatemala. Le commerce s'inscrit dans un processus complexe, par lequel les migrants acquièrent une place dans le système économique guatémaltèque. Dans le cas des Palestiniens, la clé du succès repose sur leurs réseaux familiaux, amicaux, communautaires et économiques. Ces réseaux fournissent non seulement des opportunités d'embauche, mais offrent aussi un soutien social, financier et professionnel.

À partir des données collectées, il est possible de caractériser le processus d'incorporation économique des migrants palestiniens comme étant de type « enclave migrante » (PORTES & BÖRÖCZ 1989; PORTES & MANNING 2013; PORTES 2014). Ce terme fait référence aux migrants entrepreneurs concentrés dans un même espace et un même secteur économique, et dont les activités commerciales s'élargissent grâce aux réseaux de confiance et aux liens maintenus avec le pays d'origine. Justement, c'est à travers des chaînes migratoires que les enclaves se consolident : après avoir monté des entreprises et connu une « stabilisation » économique à l'étranger, les migrants financent le voyage de leurs proches restés dans le pays natal afin de les embaucher dans leurs entreprises. Considérant le fait que leurs réseaux dans la société d'accueil soient assez restreints, s'ils veulent étendre leurs activités commerciales, les migrants devront faire venir des proches pour avoir des « employés de confiance ».

Les enclaves fonctionnent, en grande partie, grâce aux différentes preuves de solidarité entre les membres du groupe. Celles-ci se matérialisent sous forme de financements des projets migratoires, d'opportunités d'embauche, de prêts, de crédits sur des marchandises, ou encore de conseils financiers et administratifs (KERR & MANDORFF 2015). Souvent, les enclaves migrantes sont efficaces en termes économiques puisqu'elles contrôlent des niches particulières et créent une concurrence

économique face aux entreprises locales (PORTES & BÖRÖCZ 1989).

Un autre aspect distinctif de l'enclave est le maintien d'une relation de type «paternaliste» entre les migrants plus anciens (ceux qui font venir) et les nouveaux arrivants (PORTES 2014; KERR & MANDORFF 2015). Ces derniers deviennent non seulement des employés, mais aussi des apprentis recevant des salaires peu élevés et effectuant des tâches non administratives au début; or, avec le temps, ils acquièrent l'expérience nécessaire pour monter et établir leurs propres projets commerciaux. Dans beaucoup des cas, ce sont les employeurs qui financent l'établissement des magasins de leurs employés de confiance. Une dernière particularité concernant l'enclave migrante est l'insertion de la deuxième génération dans le système commercial du pays hôte (PORTES & MANNING 2013).

Plusieurs constats révèlent que les migrants palestiniens s'incorporent par le biais d'une enclave migrante. Premièrement, en ce qui concerne la variable spatiale, la majorité des magasins ont été établis dans le même quartier de la ville, la zone 1. En deuxième instance, notons que presque tous les Palestiniens ont développé leurs activités dans la même niche économique. Certes, les produits qu'ils vendent sont variés (vêtements, tenues de sport, chaussettes, etc.), mais le secteur économique demeure le même : le commerce en grandes quantités de produits textiles importés pour le marché populaire guatémaltèque. D'ailleurs, les Palestiniens contrôlent une bonne partie de ce secteur économique. Sur les seules rues 18 et 19, nous avons compté plus de 40 magasins appartenant à des migrants palestiniens, ce qui suggère que les migrants ont réussi à générer une concurrence importante face aux commerçants locaux⁸.

D'autre part, nous avons noté que les réseaux des Palestiniens dans la société guatémaltèque sont assez limités; si les commerçants veulent élargir leurs activités économiques, ils sont obligés de faire venir des personnes de confiance qui vivent, généralement, en Palestine. Justement, durant l'enquête nous avons trouvé au moins dix cas où les migrants plus anciens ont payé le billet d'avion, le visa et l'installation de leurs proches, afin de les embaucher ultérieurement dans leur magasin.

La relation paternaliste entre les migrants plus anciens (ceux qui «font venir» ou qui embauchent) et les migrants plus récents est aussi très présente. De nombreux participants ont mentionné que, lorsqu'ils étaient employés par d'autres Palestiniens, ils avaient «appris à travailler» : à gérer un magasin, à vendre de manière ambulante, à négocier avec les fournisseurs et à établir des rapports avec la clientèle locale. Bien qu'au début ils vivaient une situation compliquée, voire précaire (ils ne connaissaient rien du pays et ils ne parlaient pas l'espagnol), et que leurs salaires de base étaient peu élevés, les Palestiniens sont reconnaissants envers leurs anciens employeurs. Ce sont eux qui les ont fait venir au Guatemala, les ont embauchés dans leurs magasins, leur ont appris à commercer, et leur ont parfois prêté de l'argent pour monter leurs magasins. Il semble ainsi que le processus d'apprentissage constitue non seulement une stratégie économique, mais aussi une sorte de «rite de pas-

sage» (MONSUTTI 2005) à l'âge adulte dans lequel les hommes s'accomplissent et se valorisent, particulièrement lorsqu'ils réussissent à monter leur propre magasin.

J'étais jeune [quand je suis arrivé], je ne travaillais pas, je ne savais pas comment travailler, je ne parlais même pas l'espagnol; alors mon oncle m'a dit 'Écoute, tu ne peux pas continuer comme ça'. Mon oncle avait un magasin de vêtements, il m'a donné une valise et des marchandises et m'a dit d'aller vendre à la rue. Il m'a envoyé avec Manuel, un commerçant ambulante [...] Il m'a envoyé avec lui pour que j'apprenne à vendre de porte en porte. Il m'a dit 'Tu vas avec lui, il va t'apprendre'. [...] Il était strict, mais il m'a bien enseigné, moi j'ai continué le travail, après j'ai installé mon commerce, tout a changé. (Homme palestinien, originaire de Taybeh, 65 ans, traduction libre)

J'ai travaillé fort pendant des années, j'étais jeune, j'allais de porte en porte avec la vente ambulante. C'était une lutte, des temps difficiles, de souffrance, sans argent. Mais peu à peu j'ai appris et pendant les années 1980 j'ai monté mon propre magasin à *La Boliviar* [avenue commerciale située dans la zone 1], je l'ai depuis très longtemps. (Homme palestinien, originaire de Jérusalem, 65 ans, traduction libre)

Mon oncle m'a donné des marchandises et je vendais comme ambulante, j'ai travaillé fort pendant 15 ans avec lui, après j'ai installé mon propre magasin, j'ai ramené mon petit frère de Palestine. (Homme palestinien, originaire de Taybeh, 61 ans, traduction libre)

Quant à l'insertion de la deuxième génération dans le commerce, nous avons noté qu'une bonne partie des jeunes hommes héritent des magasins de leurs parents. D'ailleurs, il est intéressant de constater que leur formation commerciale débute avant l'âge adulte. Sur le terrain, nous avons rencontré quelques jeunes palestiniens (âgés de 15 et 17 ans) qui travaillaient dans les magasins de leurs parents pendant les vacances d'été.

Finalement, nous avons trouvé que l'enclave palestinienne se caractérise par un «ancrage spatial» (OTMANI 2015, 371), processus par lequel les migrants s'approprient physiquement, socialement et économiquement un milieu urbain en particulier. Bien que le quartier de la zone 1 soit destiné au travail et au commerce, il devient également un milieu de socialisation pour les migrants. C'est l'un des seuls lieux, hormis les instances religieuses et associatives, dans lesquels les Palestiniens peuvent socialiser avec leurs compatriotes et la population locale. D'ailleurs, nous croyons que l'ancrage spatial des Palestiniens dans cette zone a émergé au cours de la première vague d'immigration (1890-1936). Comme nous l'avons vu, dès les années 1910, le marché *El Portal del Señor* – ou *Portal de los Turcos* (situé dans la zone 1 de la Ville de Guatemala) – était déjà sous contrôle palestinien (GONZÁLEZ 1997). Ainsi, selon un participant d'ascendance palestinienne, sa famille avait installé plusieurs magasins sur la rue 18 et la 6^e avenue de la zone 1 depuis les années 1930.

Les pratiques transnationales des migrants palestiniens

En adoptant une optique transnationale, nous avons repéré différents types de liens que les Palestiniens maintiennent avec leur pays d'origine. Les faits indiquent que, s'ils se font une place dans les économies des pays receveurs, les migrants s'engagent aussi dans la « transformation » économique de leur terre natale (VERTOVEC 2004). Les migrants sont alors immergés dans deux processus sociaux parallèles. D'une part ils s'incorporent et construisent leur vie à l'étranger, et, d'autre part, ils créent et soutiennent divers liens transnationaux, c'est-à-dire, des liens sociaux, économiques et politiques qui les relient à leur pays d'origine et souvent avec d'autres pays dans lesquels leurs compatriotes sont installés (BASCH *et al.* 2005, 8). Le transnationalisme se matérialise à partir de diverses « pratiques » créant et reproduisant des liens sociaux entre deux ou plusieurs espaces (GLICK-SCHILLER *et al.* 1992 ; GLICK-SCHILLER & FOURON 1999). Selon les sociologues José Itzigsohn et Silvia Giorguli (2002, 768-769), les pratiques transnationales sont très vastes, mais elles peuvent être classées sous trois grandes catégories :

- Pratiques socioculturelles (obligations familiales, mariages, religion, etc.) ;
- Pratiques économiques (investissements, projets commerciaux, alliances, etc.) ;
- Pratiques politiques (associations migrantes, participation, activisme, etc.).

Les pratiques socioculturelles se rapportent majoritairement aux obligations familiales. Comme nous l'avons vu, les Palestiniens ne cherchent pas uniquement à forger une meilleure vie à l'étranger, mais aussi à aider leurs proches restés dans le pays d'origine. Étant donné la précarité des conditions de vie sous l'occupation israélienne, les migrants deviennent responsables du soutien financier de leur famille. Ces responsabilités sont plus fortes lorsque des proches traversent des situations compliquées.

La raison pour laquelle je suis venu ici était pour construire mon futur, faire ma vie, mais aussi pour aider ma mère et mon père. J'ai des petits frères, j'ai un petit frère de 17 ans en prison, il a besoin d'argent lui aussi. Là en prison, c'est très cher, on doit dépenser pas mal d'argent. (Homme palestinien, originaire de Jérusalem, 30 ans, traduction libre)

En plus de l'envoi de devises, les obligations familiales se manifestent sous forme de financements pour la construction de nouvelles maisons, ou le paiement de divers types de services (santé, éducation, juridique, etc.). D'autres pratiques socioculturelles significatives sont visibles au niveau du mariage et de la construction du projet familial (mariages arrangés, envoi de enfants en Palestine, etc.).

Les pratiques transnationales à caractère économique sont reliées, d'une part, aux projets d'entrepreneuriat et d'investissement de capital et, d'autre part, à l'expansion de leurs réseaux dans les milieux commerciaux. Les liens économiques ne se limitent pas aux pays d'origine et de réception, les faits

démontrent que les migrants maintiennent aussi des relations économiques avec d'autres territoires où leurs concitoyens sont installés (PORTES *et al.* 2002). Dans le cas palestinien, les migrants s'engagent dans une dynamique économique complexe, qui les inscrit directement dans les structures du commerce international. Par exemple, rappelons que les migrants dépendent des fournisseurs en Chine et des zones libres d'impôt, telles que la *Zona libre* à Colón (Panama).

J'ai acheté une maison en Jordanie, j'ai des investissements là-bas avec mes cousins. [...] J'ai aussi des *paisanos* [compatriotes] au Panama et en Chine. On a fait des bons business avec eux. (Homme palestinien, originaire de Ramala, 37 ans, traduction libre)

Finalement, les pratiques transnationales se matérialisent sous forme d'activisme politique impliquant les associations migrantes. Grâce à celles-ci, les migrants peuvent mobiliser publiquement leur identité ethno-nationale et trouver des plateformes sociales pour défendre leurs intérêts. Sur ce, Luis Guarnizo, Alejandro Portes et William Haller (2003) rappellent que les migrants provenant de contextes violents (ou troublés par la guerre) ont tendance à mener une participation politique transnationale plus forte et mieux organisée à travers les associations. De nombreux auteurs ont ainsi démontré que les migrants adhèrent aux associations, non seulement pour socialiser et revendiquer leur identité ethnique en contexte migratoire (OROZCO & GARCIA-ZANELLO 2009, 60), mais aussi pour mobiliser un pouvoir politique transformateur dans plusieurs espaces (PORTES 2018). Ainsi, dans le but d'élargir leurs fronts politiques, les associations adhèrent à d'autres entités et organismes qui font partie de la société civile locale et globale. Par exemple, il est courant que les associations rejoignent des organisations plus larges (supranationales ou régionales) qui rassemblent d'autres associations migrantes dans divers espaces (MARTÍNEZ 2015, 87).

Comme nous l'avons vu, ces particularités sont bien présentes dans le cas de l'Association palestinienne guatémaltèque. Cette entité organise divers événements et forums de discussion afin de mettre au grand jour et sensibiliser sur la situation du peuple palestinien en contexte d'occupation⁹. De plus, elle est reliée à la COPLAC, la confédération rassemblant presque toutes les associations palestiniennes d'Amérique latine et des Caraïbes (depuis les années 1970). À partir de ces alliances, l'Association vise non seulement à maintenir des liens directs avec d'autres communautés palestiniennes en Amérique du Sud, mais aussi à établir des communications avec l'OLP (EL ATTAR 2001, 258 ; BAEZA 2014, 67) et l'actuel gouvernement palestinien de Mahmud Abbas. Ces liens sont basés sur un agenda politique régional, spécifique à la région latinoaméricaine.

À la différence des anciens présidents, Mahmud Abbas a encouragé la formation de nouveaux fronts politiques globaux et pacifiques à travers les organisations. C'est comme ça que la COPLAC a repris ses forces ces dernières années. [...] On nous a dit de participer, nous avons accepté, nous avons participé à Managua en 2017 pour le Congrès de la COPLAC. [...] Il y avait plusieurs politiciens de Palestine dans

cet événement et tous les dirigeants des associations d'Amérique latine [...] C'est notre lutte en Amérique latine. (Président de l'Association palestinienne guatémaltèque, traduction libre)

L'articulation des processus

Bien que les processus analysés jusqu'à présent ont lieu dans des espaces différents – d'un côté, l'incorporation dans le pays d'accueil, et de l'autre, la participation dans un « espace social transnational » (GLICK-SCHILLER *et al.* 1992 ; GLICK-SCHILLER & FOURON 1999) – ceux-ci restent profondément reliés.

D'après plusieurs auteurs (ITZIGSOHN & GIORCULLI 2002, 770-772 ; TAMAKI 2011), le lien entre ces deux processus peut être expliqué à partir du postulat sociologique du *resource based transnationalism*. Cette notion suggère que les migrants peuvent s'investir plus activement dans leur pays natal – et dans une dynamique transnationale, grâce au fait qu'ils acquièrent un excédent de capital dans le pays d'accueil (PORTES *et al.* 1999). Ce constat semble bien logique si nous analysons chronologiquement le parcours des migrants palestiniens : lorsque les jeunes arrivent au Guatemala, à court terme, ils sont incapables d'envoyer des devises, se marier en Palestine, s'engager dans des projets philanthropiques, etc. Lors de leur arrivée en sol guatémaltèque, ils traversent une phase de marginalisation caractérisée par l'apprentissage du commerce, ambulancier et en magasin, ainsi que par des salaires assez faibles (autour de 200 \$ par mois). Même si les migrants ont la volonté de contribuer à l'économie de leur terre natale, ils n'ont pas encore les moyens financiers pour le faire. Cela démontre qu'au début du parcours migratoire, les processus d'incorporation économique et de participation transnationale sont séquentiels. Ce constat nous indique aussi que, grâce à l'incorporation économique vécue dans le pays d'accueil, les migrants peuvent s'engager dans la transformation économique et politique de leur pays d'origine (VERTOVEC 2004).

Sous une autre perspective, nous pouvons considérer que ces deux processus sont interdépendants. Pensons, par exemple, au recrutement d'employés en Palestine : ce sont grâce aux liens transnationaux et aux réseaux familiaux que les commerçants palestiniens trouvent des employés de confiance pour pouvoir élargir leurs activités économiques. D'une part, leurs réseaux de soutien dans la société réceptrice sont assez limités, et d'autre part, les sommes investies dans les magasins peuvent s'élever à plusieurs dizaines de milliers de dollars ; les commerçants sont alors obligés de faire venir des personnes de confiance de Palestine pour les embaucher dans leur magasin et pouvoir étendre leurs activités commerciales. Cela démontre que les liens transnationaux et les réseaux de soutien dans le pays d'origine facilitent l'incorporation économique des migrants dans le pays receveur, notamment lorsque ce processus se fait à travers une enclave migrante.

L'accumulation de capital paraît donc nécessaire pour l'émergence de pratiques transnationales, cependant, selon la sociologue Emi Tamaki (2011), celle-ci n'est pas vitale. D'après l'auteure, d'autres causes et conditions peuvent expliquer l'émergence de ce type de pratiques. Par exemple, les attaches émotionnelles, identitaires et de loyauté peuvent aussi provo-

quer l'engagement des migrants dans une dynamique transnationale. Rappelons notamment le cas de l'Association palestinienne guatémaltèque, entité qui maintient des relations avec la COPLAC (qui, à son tour est liée à l'OLP) et qui s'organise à partir d'un agenda activiste. L'Association n'obtient aucun revenu des conférences et des ateliers qu'elle organise, elle est plutôt motivée par des objectifs politiques et identitaires visant à sensibiliser la société hôte – et latino-américaine – autour de la question palestinienne.

CONCLUSIONS

Grâce au commerce, les migrants palestiniens réussissent non seulement à s'incorporer au système économique guatémaltèque, mais aussi à trouver les ressources nécessaires pour mener un mode de vie transnational. À partir de notre recherche de terrain, nous avons constaté que le processus d'incorporation économique se réalise par le biais d'une « enclave migrante » (PORTES & BÖRÖCZ 1989 ; PORTES & MANNING 2013 ; PORTES 2014). Comme nous l'avons observé, ce mode d'incorporation nécessite des réseaux de soutien pour pouvoir fonctionner ; les preuves de solidarité et d'entraide sont au cœur du succès économique.

La recherche démontre ainsi la présence de différentes pratiques transnationales – de nature socioculturelle, économique ou politique – qui relient les Palestiniens à leur pays d'origine et à d'autres territoires. D'ailleurs, nous proposons que les processus de participation transnationale et d'incorporation économique sont fortement reliés.

Premièrement, nous avons noté une relation séquentielle entre ces deux processus. En effet, plusieurs cas observés suggèrent que ce sont les migrants plus anciens, et ayant accumulé le plus de ressources économiques, qui participent le plus activement à la dynamique transnationale ; constat qui nous a amenés à la notion de *resource based transnationalism* (ITZIGSOHN & GIORCULLI 2002 ; TAMAKI 2011). Deuxièmement, nous avons remarqué une relation interdépendante entre l'incorporation économique et le transnationalisme : l'enclave dépend des liens maintenus avec la terre natale pour pouvoir être consolidée. En d'autres mots, si les commerçants veulent élargir leurs activités économiques, ils sont obligés de chercher une main-d'œuvre de confiance en Palestine.

Finalement, nous considérons que cette recherche présente une image alternative de la migration palestinienne. Généralement, les études portant sur ce groupe migratoire sont davantage centrées sur le cas des réfugiés, des personnes en constante situation de vulnérabilité et précarité. En revanche, cette étude permet d'élaborer une image différente des parcours migratoires des Palestiniens, parcours marqués par la réussite économique. Certes, les migrants palestiniens ont connu plusieurs difficultés liées au conflit israélo-palestinien, l'occupation et l'absence d'opportunité d'études et de travail. Néanmoins, en s'installant au Guatemala, ils sont parvenus à monter des entreprises, à fonder des familles, à faire venir leurs proches, et même à soutenir ceux restés en Palestine.

Notes

1. Estimation du président de l'*Asociación Palestina Guatemalteca*.

2. En revanche, entre 1890 et 1930 – période qui correspond à la première vague d'immigration palestinienne en Amérique centrale (AKMIR 2009) – les Palestiniens se sont installés majoritairement à El Salvador et Honduras (GONZÁLEZ 1992; AMAYA 1995; EURAQUE 2009; MARÍN 2009; BAEZA 2014; GUTIÉRREZ 2014).

3. Espace destiné au commerce de gros (*venta al por mayor*) et au commerce populaire.

4. Des 15 personnes interviewées, il n'y a que deux femmes qui ont participé à l'étude. Il est important de souligner que, dans la plupart des cas, les femmes palestiniennes sont responsables des foyers et elles ne participent que très rarement au secteur commercial. La recherche demeure plutôt androcentrique, dû au fait que nous nous intéressons aux activités commerciales et que les divisions genrées du travail sont très marquées au sein de la communauté palestinienne. Les données correspondent donc, quasi exclusivement, aux perceptions masculines.

5. Comme l'auteure le précise, ce nom faisait référence aux migrants palestiniens qui commerçaient au marché. Au Guatemala, comme dans le reste de l'Amérique latine, les migrants moyen-orientaux étaient appelés *Turcos*, du fait qu'ils étaient entrés dans le pays avec un passeport ottoman (EL ATTAR 2001; KHATER 2001; AKMIR 2009; GUALTIERI 2009).

6. Dans les sciences sociales latino-américaines, ce système économique a été perçu comme étant à caractère semi-féodal, un héritage de l'époque coloniale (LACLAU 1977). Certes, au niveau international, les économies latino-américaines paraissent fonctionner selon une logique capitaliste. Pourtant, d'après les courants marxistes latino-américains, les modes de production locaux étaient basés sur des relations sociales serviles de type féodales, les grands propriétaires des terres dominant les paysans (serfs) vivant sur leurs territoires (*fincas*).

7. Citation en espagnol: «*A los individuos, cualquiera que sea su nacionalidad, de raza turca, siria, libanesa, árabe, griega, palestina, armenia, egipcia, afgana, [h]indú, búlgara, rusa, y los de razas nativas del litoral del Norte de África.*» (*Ley de Extranjería, artículo 10, párrafo D*).

8. À ce sujet, nous avons remarqué que les commerçants palestiniens ne donnent pas d'importance à la concurrence locale (commerçants guatémaltèques). Ils sont plutôt préoccupés par l'arrivée de migrants chinois dans le même quartier.

9. Le président de l'association a même planifié un voyage en Palestine avec plusieurs députés guatémaltèques des partis de gauche afin de les sensibiliser autour du conflit israélo-palestinien.

Ouvrages cités

AGAR, Lorenzo. 2009. «Immigrantes y descendientes de árabes en Chile: adaptación social». Dans Abdeluahed Akmir (éd.) *Los árabes en América Latina: Historia de una Emigración*: 99-170. Espagne: Casa Árabe.

AKMIR, Abdeluahed. 2009. «Introducción». Dans Abdeluahed Akmir (éd.) *Los árabes en América Latina: Historia de una Emigración*: 1-59. Espagne: Casa Árabe.

AMAYA, Jorge. 1995. *El Papel de los Inmigrantes Árabes y Palestinos en Honduras*. Honduras: Universidad Nacional Autónoma de Honduras.

BAEZA, Cecilia. 2014. «Palestinians in Latin America: Between Assimilation and Long-Distance Nationalism.» *Journal of Palestine Studies* 43(2): 59-72.

BASCH, Linda, Nina GLICK-SCHILLER et Cristina SZANTON. 2005. *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nation-States*. London: Routledge.

CASTELLANOS CAMBRANES, Julio. 1985. *Coffee and Peasants: The Origins of Modern Plantation Economy in Guatemala, 1853-1897*. Stockholm: Institute of Latin American Studies.

CIVANTOS, Cristina. 2006. *Between Argentines and Arabs: Argentine Orientalism, Arab Immigrants, and the Writing of Identity*. New York: State University of New York Press.

EL ATTAR, Heba. 2001. «Turcophobia or Turcophilia: Politics of representing Arabs in Latin America.» Dans Evelyn Alsultany et Ella Shohat (éd.) *Between the Middle East and the Americas: the cultural politics of diaspora*: 252-263. University of Michigan Press.

EURAQUE, Darío. 2009. «Los árabes de Honduras: entre la inmigración, la acumulación y la política». Dans Lorenzo Agar (éd.) *Contribuciones árabes a las identidades iberoamericanas*: 232-284. Espagne: Casa Árabe.

FERNÁNDEZ, Rodrigo. 2008. «La tierra de los ríos de leche y miel: Proyecto migratorio de la Guatemala Liberal». Cápsulas de Historia. En ligne: <https://educacion.ufm.edu/la-tierra-de-los-rios-de-leche-y-miel/#_ftn4>.

GLICK-SCHILLER, Nina, Linda BASCH et Cristina SZANTON. 1992. «Transnationalism: a new analytical framework for understanding migration.» *Annals of the New York Academy of Sciences* 645: 1-24.

GLICK-SCHILLER, Nina & GEORGES FOURON. 1999. «Terrains of Blood and Nation: Haitian Transnational Social Fields.» *Ethnic and Racial Studies* 22(2): 340-356.

GONZÁLEZ, Nancie. 1992. *Dollar, Dove, and Eagle: One Hundred Years of Palestinian Migration to Honduras*. University of Michigan Press.

—. 1997. «Los Palestinos». Dans Jorge Luján (éd.) *Historia General de Guatemala, Tomo V*: 289-292. Guatemala: Fundación para la Cultura y el Desarrollo.

GUALTIERI, Sarah. 2009. *Between Arab and White: Race and Ethnicity in the Early Syrian American Diaspora*. Berkeley: University of California Press.

GUARNIZO, Luis, Alejandro PORTES et William HALLER. 2003. «Assimilation and Transnationalism: Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants.» *American Journal of Sociology* 106(6): 1211-1248.

GUATEMALA (République du). 1936. *Ley de Extranjería, Decreto 1781*.

GUTIÉRREZ, Lirio. 2014. «Assimilation or Cultural Difference? Palestinian Immigrants in Honduras.» *Revista de Estudios Sociales* 48: 57-68.

ITZICSOHN, José & Silvia GIORGULI. 2002. «Immigrant incorporation and sociocultural transnationalism.» *International Migration Review* 36(3): 766-798.

- KERR, William & Martin MANDORFF. 2015. "Social Networks, Ethnicity and Entrepreneurship." National Bureau of Economic Research. En ligne : <http://www.nber.org/papers/w21597>.
- KHATER, Akram. 2001. *Inventing Home: Emigration, Gender, and the Middle Class in Lebanon 1870-1920*. Berkeley: University of California Press.
- LACLAU, Ernesto. 1977. «Feudalismo y capitalismo en América Latina». Dans Ernesto Laclau (éd.) *Política e ideología en la teoría marxista. Capitalismo, fascismo, populismo*: 23-46. Espagne: Siglo XXI Editores.
- MARÍN, Roberto. 2009. «Los árabes en Centroamérica». Dans Abdeluahed Akmir (éd.) *Los árabes en América Latina: Historia de una emigración*: 429-501. Espagne: Casa Árabe.
- MARMORA, Leilo, Hervé DOMENACH et Michelle GUILLON. 1995. «Les Migrations En Amérique Latine. Logiques Politiques et Intégration Régionale». *Revue Européenne Des Migrations Internationales* 11(2): 13-33.
- MARTÍNEZ, Aracely. 2015. «Las Organizaciones de Migrantes Guatemaltecos Como Actores Transnacionales: Las Experiencias de Los Angeles, California y Omaha, Nebraska.» Thèse de doctorat, Espagne: Universidad Pontificia Comillas de Madrid.
- MONSUTTI, Alessandro. 2005. «En suivant les réseaux de Kaboul à New York: Quelques réflexions méthodologiques sur la recherche ethnographique parmi les migrants». *Ethnologies* 27(1): 33-53.
- OROZCO, Manuel & Eugenia GARCIA-ZANELLO. 2009. "Hometown Associations: Transnationalism, Philanthropy, and Development." *The Brown Journal of World Affairs* 15(2): 57-73.
- OTMANI, Rim. 2015. «L'expérience Migratoire Illégale En France: Le Cas Des Migrants Clandestins Algériens». Thèse de doctorat. Paris: École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris.
- PORTES, Alejandro. 2014. *Sociología Económica, Una Investigación Sistemática*. Madrid: Centro de Investigaciones Sociológicas.
- . 2018. «Inmigración, transnacionalismo y desarrollo: el estado de la cuestión». Dans Dirk Bornschesen (éd.) *Hacia un salto cualitativo: migración y desarrollo en México y el norte de Centroamérica: 185-194*. Guatemala: Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales.
- PORTES, Alejandro & József BÖRÖCZ. 1989. "Contemporary Immigration: Theoretical Perspectives on its determinants and modes of incorporation." *International Migration Review* 23(3): 606-630.
- PORTES, Alejandro & Robert MANNING. 2013. "The Immigrant Enclave: Theory and Empirical Examples." Dans Jan Lin et Christopher Mele (éd.) *The Urban Sociology Reader*: 202-213. New York: Routledge.
- PORTES, Alejandro, Luis GUARNIZO et William HALLER. 2002. "Transnational Entrepreneurs: An Alternative Form of Immigrant Economic Adaptation." *American Sociological Review* 67(2): 278-298.
- PORTES, Alejandro, Luis GUARNIZO et Patricia LANDOLT. 1999. "The Study of Transnationalism: Pitfalls and Promise of an Emergent Research Field." *Ethnic and Racial Studies* 22(2): 217-237.
- TAMAKI, Emi. 2011. "Transnational Home Engagement among Latino and Asian Americans: Resources and Motivations." *International Migration Review* 45(1): 148-173.
- TISCHLER, Sergio. 1998. *Guatemala 1944: Crisis y Revolución. Ocaso y Quiebre de Una Forma Estatal*. Guatemala: F&G Editores.
- TROTTER, Robert. 1999. "Friends, Relatives, and Relevant Others: Conducting Ethnographic Network Studies." Dans Jean Schensul, Margaret LeCompte, Robert Trotter, Ellen Crowley et Merrill Singer (éd.) *Mapping Social Networks, Spatial Data, & Hidden Populations*: 150. Ethnographer's Toolkit 4. California: Altamira Press.
- VERTOVEC, Steven. 2004. "Migrant Transnationalism and Modes of Transformation." *International Migration Review* 38(3): 970-1001.

Vicken Kayayan
 Étudiant au doctorat en anthropologie
 Université de Montréal
 alexi.vicken.kayayan@umontreal.ca